

Notes pour une allocution du Chef du Bloc Québécois

Force Jeunesse – Montréal – 3 février 2007

Vers un Québec sans pétrole

En prenant connaissance, il y a quelques semaines, des thèmes que vous allez aborder aujourd'hui, je me suis dit que ce serait difficile d'en choisir un. Devais-je vous parler de l'Afghanistan, du déséquilibre fiscal ou de Kyoto? Finalement, ça n'a pas été difficile du tout.

Pour ce qui est de l'Afghanistan, j'ai prononcé un discours de fond sur cette question la semaine dernière devant le CÉRIUM. Je vous invite à en prendre connaissance sur notre site Web. Pour ce qui est du déséquilibre fiscal, je crois que notre position est très claire.

J'ai plutôt choisi de vous parler de la conciliation entre le développement économique et la protection de l'environnement. Ce thème est crucial et il aura aussi des répercussions sur les finances publiques et sur les perspectives d'emplois des jeunes du Québec.

Il nous renvoie directement aux deux principaux défis que doivent relever le Québec et la plupart des sociétés occidentales au cours des prochaines années : la lutte contre les changements climatiques et le choc démographique.

Les changements climatiques sont certainement l'enjeu le plus important auquel nous avons à faire face, ici au Québec et partout ailleurs sur la planète. Le Bloc Québécois a mis cet enjeu fondamental en haut de ses priorités depuis longtemps. Déjà, lors de la campagne électorale de 2000, nous en avons fait un enjeu central.

Dans les années suivantes, le Québec a poussé très fort pour amener le Canada à ratifier le Protocole de Kyoto. Le Bloc s'est fait le porte-parole de cette volonté et nous avons obtenu gain de cause.

En 2003, nous avons lancé un document intitulé *Imaginer le Québec souverain*. Dans ce document, nous proposons déjà que le Québec se donne des objectifs visant à réduire notre consommation d'hydrocarbures, la voie privilégiée pour réduire substantiellement nos émissions de gaz à effet de serre.

Lors de la campagne de 2004, nous avons fortement axé notre campagne électorale sur l'environnement et en particulier sur la mise en œuvre de Kyoto. Nous avons d'ailleurs reçu une éolienne symbolique de Greenpeace pour notre campagne et, chose inattendue, l'appui du chef du Parti vert, qui a alors appelé les Québécois qui avaient l'environnement à cœur à voter pour le Bloc.

Lors de la dernière campagne, les commandites ont éclipsé beaucoup d'autres enjeux, mais encore une fois, notre plateforme était très orientée sur la question des changements climatiques.

Finalement, après l'élection de l'actuel gouvernement conservateur, avec un premier ministre qui avait promis de déchirer l'accord de Kyoto, nous avons mené la charge. Nous avons lancé une pétition exigeant le respect de Kyoto et nous avons recueilli plus de 100 000 signatures.

En faisant de Kyoto un de nos deux principaux chevaux de bataille, avec le déséquilibre fiscal, les conservateurs ont compris que cet enjeu était crucial au Québec. Je suis loin d'être convaincu, cependant, de la volonté d'agir de Stephen Harper, lui qui qualifiait il n'y a pas si longtemps Kyoto de « complot socialiste »

Pour ce qui est du choc démographique et du défi qu'il pose à nos finances publiques, le plus urgent c'est de régler le déséquilibre fiscal.

Ceci dit, même si nous y arrivons, l'élimination du déséquilibre fiscal ne réglera pas tous nos problèmes. Si nous ne prenons pas d'autres mesures importantes, le gouvernement du Québec risque de se retrouver dans une impasse budgétaire.

Il y a plusieurs avenues possibles pour nous y préparer. Certains privilégient par exemple le remboursement accéléré de la dette.

D'autres mettent plutôt l'accent sur une stratégie d'accélération de la croissance économique et donc d'accroissement de notre richesse collective. C'est de cette avenue dont j'aimerais vous parler aujourd'hui.

La plupart des experts s'entendent pour dire que nous avons environ dix ans pour nous préparer au choc démographique. C'est à cet horizon que je faisais allusion à Québec en octobre dernier quand j'ai parlé de ce que devrait être le Québec dans dix ans.

Nous travaillons depuis des mois sur la question de l'environnement et de l'économie et j'aimerais profiter de la tribune que vous m'offrez pour vous faire part du résultat de nos travaux. Plus précisément, je veux vous parler de la nécessité pour le Québec de réduire radicalement sa dépendance au pétrole.

Il y a trois raisons qui militent fortement pour que nous agissions en ce sens :

- la première c'est que pour contribuer à la lutte contre les changements climatiques, le Québec doit réduire sa consommation de pétrole;
- la seconde, c'est que le pétrole appauvrit le Québec en ralentissant son économie;
- la troisième, c'est que réduire notre dépendance au pétrole, c'est une occasion unique de doter le Québec d'un avantage stratégique majeur et d'accélérer la croissance économique.

Il n'y a pas de raisons que le Québec ne puisse offrir une contribution exemplaire à la lutte aux changements climatiques. Il n'y a pas de raisons d'accepter que le Québec s'appauvrisse. Et surtout, il n'y a aucune raison pour que le Québec ne devienne pas une des sociétés les plus prospères en Amérique du Nord!

Au Québec, la lutte aux changements climatiques passe par une réduction de la consommation de pétrole

Les Québécois sont très attachés à la lutte aux changements climatiques. Ils nous le font savoir depuis des années. Il y a aussi une certaine fierté à savoir que c'est au Québec que nous émettons le moins de gaz à effet de serre *per capita* en Amérique du Nord.

Cependant, nous devons faire beaucoup plus si nous voulons contribuer à la lutte aux changements climatiques. Or, il se trouve que le pétrole est à la source de 71 % de nos émissions totales de gaz à effet de serre.

Le Québec ne pourra donc contribuer à la lutte aux changements climatiques qu'en réduisant sa consommation de pétrole. C'est la première raison qui doit nous pousser à réduire radicalement notre dépendance au pétrole. Sauver la planète, ça me semble être une excellente raison!

C'est encore plus vrai maintenant que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations Unies a sonné l'alarme avec son dernier rapport.

Le pétrole enrichit le Canada

La seconde raison, c'est que le pétrole appauvrit le Québec. Ce n'est pas le cas du Canada. De nos jours, dans l'industrie et l'économie du pétrole, le Canada est un acteur incontournable.

Nous savons tous que le pétrole enrichit le Canada. En fait, l'économie canadienne est fortement axée sur l'industrie des hydrocarbures. Terre-Neuve mise sur le pétrole, la Nouvelle-Écosse sur le gaz naturel et le charbon, l'Ontario produit de l'électricité à partir du charbon, tandis que les financiers de Bay Street misent sur l'industrie pétrolière. L'Alberta mise sur le pétrole, le gaz naturel et le charbon, tout comme la Colombie-Britannique et la Saskatchewan.

L'économie canadienne est tellement axée sur la production d'hydrocarbures que le cours du dollar canadien fluctue en bonne

partie en fonction des cours du pétrole. C'est ce qui explique largement le fait que le Canada n'ait toujours pas mis en œuvre le Protocole de Kyoto.

C'est simple, le pétrole enrichit le Canada. Pour le Québec, c'est le contraire : le pétrole nous appauvrit.

Le pétrole appauvrit le Québec

Quand je dis que le pétrole appauvrit le Québec, ce n'est pas une figure de style. Tout d'abord, au Québec il n'y a pas de production significative, ni de pétrole, ni de gaz naturel, ni de charbon.

En 2006, le Québec a effectué des achats de pétrole de 13 milliards \$. C'est une augmentation de 7 milliards \$ en trois ans. On parle de 1000 \$ par personne, ce qui est énorme.

Pendant ces mêmes trois ans, le Québec est passé d'un surplus, à un déficit commercial de 7 milliards \$. C'est donc dire qu'à elle seule, la hausse des prix du pétrole a plongé le Québec en déficit commercial. Et comme vous le savez, les déficits commerciaux ralentissent la croissance économique.

Chaque baisse de 1 milliard \$ de la balance commerciale, quand on parle d'un transfert de la consommation d'un produit d'ici au profit d'un produit importé, entraîne une diminution de 0,3 % du PIB québécois. De plus, l'instabilité des prix heurte l'industrie manufacturière. L'OCDE estime que la difficulté des entreprises de prévoir leurs coûts de production entraîne une baisse marquée des investissements dans le secteur manufacturier.

Le ministère québécois des Finances évalue pour sa part qu'une hausse de 20 % du prix du pétrole entraîne un recul du PIB réel de 0,8 % la première année et de 1,4 % après deux ans.

Le prix du pétrole, déjà très élevé, est appelé à le demeurer, et très probablement à augmenter davantage. C'est qu'au delà des éléments de conjoncture et de la spéculation, ces hausses de prix sont dues à des causes structurelles de fond. Et en particulier à

l'augmentation considérable de la demande au cours des récentes années, principalement de la part de certains grands pays émergents, comme la Chine et l'Inde.

Les légères baisses du prix du baril auxquelles nous avons assisté ces derniers mois relèvent donc de la fluctuation, pas de la tendance de fond. Voilà pourquoi j'affirme que le pétrole appauvrit le Québec et qu'il va l'appauvrir encore davantage dans l'avenir, si nous ne faisons rien. C'est la seconde raison qui doit nous ouvrir les yeux.

Comme je le disais, il n'y a aucune raison d'accepter que le Québec s'appauvrisse. Il n'y a pas de fatalité!

Un avantage stratégique majeur

Il y a donc une évidence forte devant nous : le Québec doit réduire sa dépendance au pétrole. Le Québec a un avantage marqué à réduire sa consommation de pétrole, à la fois pour lutter contre les changements climatiques et pour freiner l'appauvrissement consécutif à notre dépendance.

Il y a aussi une troisième raison : le Québec, comme toutes les sociétés, n'aura pas le choix d'abandonner le pétrole un jour ou l'autre, puisqu'il s'agit d'une ressource non renouvelable. Si nous amorçons ce virage rapidement, la réduction de notre dépendance au pétrole peut devenir un avantage économique majeur pour le Québec.

En fait, une telle stratégie pourrait très bien être à la base d'une accélération marquée de la croissance économique du Québec. Je m'explique. Depuis bientôt un siècle, le pétrole est la première source d'énergie dans le monde¹. Les sociétés industrialisées sont organisées en fonction du pétrole.

Cependant, le pétrole étant une ressource non renouvelable, cette situation ne pourra pas durer indéfiniment. Comme les réserves

¹ Le charbon a supplanté le bois comme première source d'énergie autour de 1820 et le pétrole a supplanté le charbon avec la Première Guerre mondiale.

diminuent mais que la consommation ne cesse d'augmenter, il arrivera forcément un moment où la production ne pourra plus suffire à la demande, entraînant des pénuries et une explosion des prix.

Tout cela perturbera fortement les sociétés qui dépendent du pétrole pour fonctionner. Est-ce que ce sera dans 20 ans comme le prévoient les pessimistes ou dans 50 ans comme le pensent les optimistes? On l'ignore, mais tous reconnaissent que ça se produira. Le monde industrialisé passera à l'ère post-pétrolière dans quelques décennies.

Ce virage demandera des changements très profonds. En fait, il s'agit d'une révolution, une révolution énergétique. Les sociétés qui auront vu venir et opéré le virage plus tôt sortiront gagnantes. Celles qui ne s'y seront pas préparées connaîtront une crise majeure.

Le Québec a donc tout intérêt à entamer dès maintenant le virage du 21^e siècle. Et en plus, 40 ans après la Révolution tranquille, le Québec est dû pour une autre révolution!

Les atouts du Québec

D'autant plus que nous disposons déjà d'atouts importants. Le Québec, en effet, a déjà une longueur d'avance. En 1962, le pétrole représentait 67 % des approvisionnements en énergie du Québec. En 2002, l'hydro-électricité a dépassé le pétrole et représentait 38,6 % de l'approvisionnement en énergie, contre 38 % pour le pétrole.

Dans les sociétés développées, il n'y a qu'en Norvège où le pétrole occupe une plus petite part du bilan énergétique. Le Québec est donc déjà une des sociétés dans le monde qui dépend le moins du pétrole.

Nous devons maintenant faire plus et plus rapidement et nous donner l'objectif de réduire radicalement notre dépendance au pétrole. La Suède s'est donné un tel objectif. Même le président Bush a annoncé son intention de voir les États-Unis réduire leur consommation de 20 % au cours des dix prochaines années. L'Europe veut réduire sa

consommation d'hydrocarbures. Atteindre cet objectif pourrait prendre plusieurs décennies.

Le gouvernement du Québec a un plan qui vise à réduire la dépendance du Québec au pétrole, mais ce plan est très modeste, trop modeste. Le Parti Québécois, de son côté, fait des propositions beaucoup plus ambitieuses et qui sont réalisables avec les moyens dont dispose le gouvernement du Québec. Québec doit cependant composer avec les limites imposées par son statut politique.

De larges pans de nos moyens législatifs, réglementaires et financiers sont en effet contrôlés par Ottawa. Par exemple, le plan du gouvernement Charest dépend de l'octroi d'une somme de 328 millions \$ par le gouvernement fédéral. Une somme que Stéphane Dion a refusé d'octroyer à l'époque et que le gouvernement Harper refuse toujours de verser. Nous allons l'exiger dans le prochain budget. Mais cela demeure nettement insuffisant.

Pour notre part, nous avons conçu une stratégie qui intègre les moyens dont dispose le gouvernement fédéral. Un plan qui pourrait être exécuté pleinement, dès demain, dans un Québec souverain. Un plan qui pourra être mis en œuvre, au moins en partie, dans le cadre actuel, en autant que nous obtenions du gouvernement fédéral des gestes qui vont dans la bonne direction. C'est ce que le Bloc Québécois a l'intention de faire. Et nous allons y parvenir en partie, n'en doutez pas. Ça nous a pris dix ans pour obtenir un programme québécois de congés parentaux, mais nous y sommes parvenus.

Nous avons également obtenu le transfert de la formation de la main-d'œuvre après une longue bataille. Et nous avons imposé le thème du déséquilibre fiscal à Ottawa, un enjeu qui n'intéressait aucun autre parti fédéral en 2001. Nous allons également obtenir des aménagements législatifs et financiers pour aider le Québec à réduire sa dépendance au pétrole.

Une stratégie sur dix ans

Nous avons conçu une stratégie sur dix ans qui correspond à cette période de temps dont le Québec dispose avant que le choc démographique nous rattrape.

Dans une première étape, le Québec pourrait réduire de près de 50 % en dix ans la part du pétrole dans son bilan énergétique. Cela fera passer la part du pétrole de 38 % à 20 % du total de l'énergie consommée au Québec.

Cela signifie une baisse de 33 % de la consommation de pétrole. Il s'agit d'un objectif très ambitieux. Aussi ambitieux que de faire la Révolution tranquille, peut-être. Mais n'est-il pas temps que le Québec redevienne aussi audacieux que lorsqu'il a décidé de nationaliser l'hydroélectricité dans les années soixante? Moi, j'en suis convaincu!

Six volets

Pour ce faire, nous avons élaboré une stratégie en six étapes. La première consiste à redonner une marge de manœuvre à Hydro-Québec. À court terme, Hydro n'a plus assez d'excédents d'électricité et les projets de développement hydroélectrique et éolien ne donneront des résultats tangibles que dans une décennie. Si nous voulons convertir des usines, des édifices et des véhicules à l'énergie électrique, nous devons d'abord nous assurer que le Québec en ait suffisamment.

1. L'efficacité énergétique

La solution, c'est l'efficacité énergétique. Nous pensons qu'un objectif de réduction de 15 % de la consommation en dix ans est réaliste. Le Québec s'est déjà doté d'une série de programmes allant en ce sens. Nous allons proposer toute une série de mesures au niveau fédéral pour aller dans la même direction.

Par exemple, des programmes d'encouragements aux énergies alternatives. La géothermie, le solaire, l'éolien ou la captation de gaz, par exemple. Pour diminuer les coûts des travaux de rénovation pour les propriétaires, la mise en place d'incitatifs fiscaux ainsi que des exigences d'efficacité énergétique dans les normes industrielles et des taux de taxation variables pour les appareils de chauffage et les électroménagers.

Voilà une série de mesures certainement beaucoup moins coûteuses que les subventions que le gouvernement fédéral accorde actuellement à l'industrie pétrolière.

Je dois dire, d'ailleurs, que je ne comprends toujours pas comment un gouvernement, surtout un gouvernement conservateur, peut justifier l'octroi de subventions à une industrie aussi riche et profitable. Il s'agit probablement d'un *complot socialiste* dirigé par les conservateurs de Stephen Harper!

2. Convertir à l'énergie propre les résidences, les commerces et les industries

Avec cette énergie propre dégagée par ces mesures d'efficacité, nous serons en mesure de convertir à l'électricité les résidences, les commerces et les industries qui utilisent actuellement le mazout ou le pétrole. C'est le deuxième volet.

Au Québec, 450 000 résidences principales chauffent toujours au mazout et, dans certaines industries, des investissements anémiques ont limité le renouvellement de la machinerie et souvent, l'abandon du pétrole comme source d'énergie.

Nous proposons de réduire de moitié en dix ans le nombre de résidences se chauffant au mazout², et de 45 % l'utilisation du pétrole comme source d'énergie dans l'industrie, à l'aide des mesures suivantes :

² Et de 60 % leur consommation, compte tenu des mesures d'efficacité énergétique.

La mise en place d'incitatifs fiscaux à la reconversion des systèmes de chauffage; l'instauration de programmes visant la modernisation des équipements dans l'industrie, particulièrement l'industrie forestière, principal consommateur industriel de pétrole au Québec.

Ces mesures seront particulièrement les bienvenues dans les régions où l'industrie forestière est importante, puisqu'elles contribueront à moderniser des équipements qui en ont bien besoin. Et ici, je me dois de souligner le fait que le gouvernement fédéral a complètement manqué à ses responsabilités vis-à-vis des régions qui dépendent de l'industrie forestière. Il y a là une façon pour Ottawa de prendre ses responsabilités. Nous allons y veiller!

3. Freiner l'augmentation de la consommation de carburant dans le transport des marchandises

Dans le transport interurbain des marchandises, les camions consomment trop de carburant et les alternatives au camionnage ne sont pas assez flexibles. L'objectif que nous proposons est le suivant : faire en sorte que le volume de camionnage dans dix ans ne soit pas supérieur à ce qu'il est aujourd'hui.

Compte tenu de la réduction de la consommation d'essence des camions, nous visons une réduction de 9 % de la consommation de carburant utilisé pour le transport interurbain des marchandises. Il s'agit du troisième volet.

Nous pensons aux mesures suivantes : un moratoire immédiat sur l'abandon et le démantèlement des voies ferrées et la création d'un programme de soutien à leur réfection; la levée immédiate de tous les obstacles fédéraux à la mise en place de la politique maritime québécoise et notamment des frais de navigation qui minent le transport maritime sur le Saint-Laurent; la mise en place d'infrastructures efficaces de transbordement pour limiter la prépondérance du camionnage; un programme de soutien aux « pools » de transport, permettant à plusieurs entreprises d'utiliser le même camion et diminuer le nombre de ceux qui roulent à moitié vides; une réglementation obligatoire exigeant une réduction graduelle de 10 % de la consommation de carburant des camions.

Ces mesures permettront au Québec de diversifier ses moyens de transport des marchandises, de créer une industrie du transport maritime par cabotage et de revitaliser de nombreuses installations portuaires, y compris en région. Le savoir-faire en matière de transport intermodal pourra être exporté, tandis que le Saint-Laurent pourrait redevenir la porte d'entrée de l'Atlantique vers le cœur de l'Amérique du Nord.

Mes chers amis, que diriez-vous de cela : moins de camions, plus de bateaux et plus de trains. Moi, comme vous le savez, j'aime les trains... surtout les trains rapides!

4. Réduire la consommation de carburant utilisé pour le transport des personnes

Le transport consomme les deux tiers du pétrole au Québec et le transport des personnes constitue les deux tiers du carburant utilisé pour le transport. 83 % de ce transport se fait en milieu urbain et presque entièrement par les automobiles. Nous devons avoir pour objectif d'arrêter l'augmentation du nombre d'automobiles sur nos routes. C'est le quatrième volet.

Nous visons une diminution de 17 % de la consommation de carburant des véhicules personnels et une diminution de 30 % de la consommation de carburant dans le secteur institutionnel et de certaines flottes commerciales.

Voici les mesures que nous proposons :

Imposer graduellement une réduction de 20 % de la consommation de carburant de la flotte de véhicules automobiles vendus au Canada; cette mesure, qui ne coûte strictement rien en fonds publics, le Bloc la demande depuis des années. Mais le gouvernement a toujours refusé, préférant frileusement protéger l'industrie automobile en Ontario de tout changement. Même Stéphane Dion, alors qu'il était ministre de l'Environnement, s'y est refusé. Il est temps que ça change!

Par ailleurs, pour développer une alternative efficace au transport individuel par l'automobile, il faut des investissements importants dans les infrastructures de transport en commun. Je reviendrai un peu plus loin sur ce point.

Nous suggérons également d'imposer l'introduction d'une proportion de véhicules à faible consommation d'essence pour le secteur institutionnel et certaines flottes commerciales. Plusieurs entreprises, notamment de l'industrie de la messagerie, ont affirmé devant un Comité de la Chambre, qu'elles étaient prêtes à prendre ce virage. Tout ce qu'elles attendent, c'est un signal et un coup de pouce du gouvernement fédéral. Un coup de pouce vert, M. Harper!

5. Diminuer la part du pétrole dans le carburant utilisé

Actuellement, les biocarburants sont presque absents du marché des carburants au Québec, même s'il existe un potentiel important. Nous reprenons la proposition du gouvernement du Québec d'imposer une teneur de 5 % de biocarburants dans la composition de tous les carburants tirés des hydrocarbures, ce qui permettra une diminution de 5 % du pétrole consommé au Québec. C'est le cinquième volet.

6. Faire du Québec un pôle des énergies et du transport propres

Enfin, nous proposons une sixième série de mesures visant à faire du Québec un pôle des énergies et du transport propres. Le Québec dispose d'une position avantageuse dans certains domaines liés aux énergies et au transport propres. Or, le secteur est en pleine effervescence, il devrait décoller sérieusement sous peu et devrait croître de 9 % par année au cours des prochains 15 ans. Il faut augmenter les investissements pour que le Québec demeure à la fine pointe.

Voici quelques pistes prometteuses :

Privilégier les véhicules électriques dans les investissements liés au transport en commun en misant autant que possible sur la

technologie québécoise; intensifier la R-D et favoriser la création de certains pôles technologiques où le Québec est en avance : Hydro-Québec, par exemple, est le leader nord-américain du transport de l'énergie électrique, Bombardier est un géant du transport en commun.

Nous avons ici trois fabricants d'autobus : Prévost, Nova-bus et Girardin, qui produisent des minibus au gaz naturel qui émettent beaucoup moins de gaz à effet de serre que les véhicules au diesel.

La région de Montréal produit près de 40 % des systèmes informatiques qui gèrent le trafic des métros et des systèmes de transport en commun en Amérique du Nord. La région des Laurentides se spécialise dans les systèmes de transport avancé, avec le CEVEQ, par exemple. Enfin, on retrouve au Québec deux importants centres de recherche pour les alliages d'aluminium et de magnésium. Voilà quelques exemples et il y en a des dizaines d'autres.

Nous devons également utiliser les investissements de développement d'Hydro-Québec pour favoriser l'éclosion de technologies québécoises de production d'énergies propres.

Il s'agit bien sûr de décisions qui concernent principalement le gouvernement du Québec. Mais si le Québec décide d'aller dans cette direction, le Bloc Québécois sera en mesure de proposer des incitatifs à Ottawa afin que le gouvernement fédéral appuie une telle politique, plutôt que de la contrecarrer, comme c'est trop souvent le cas.

Il s'agit donc de faire du Québec un pôle économique des énergies et du transport propres. Propres au Québec!

Une bourse du carbone à Montréal

Une des meilleures façons de financer en partie de telles mesures et d'accélérer la révolution énergétique, c'est de créer un marché du carbone et une bourse pour échanger les crédits d'émissions. Cette

bourse, qui sera installée à Montréal, constituera un incitatif financier considérable pour les entreprises, privées comme publiques.

Une entreprise forestière, par exemple, qui voudrait moderniser son usine, en plus de bénéficier de programmes de soutien gouvernementaux, pourrait se financer en partie en vendant des crédits d'émissions de gaz à effet de serre à d'autres entreprises. Je pense en particulier aux producteurs de pétrole de l'Ouest.

Il devient urgent de créer une telle bourse et donc, d'imposer des cibles de réduction aux grands pollueurs au Canada. C'est ce qu'on appelle une politique du pollueur-payeur. Malheureusement, hier, le ministre conservateur de l'environnement a affirmé qu'il était hors de question d'imposer des cibles obligatoires de réduction aux grands pollueurs. Il a dit ça de Paris, mais son inspiration provenait sûrement de Washington ou de Calgary!

Cette bourse, en plus de permettre la création d'un marché du carbone, permettra à Montréal de devenir un chef de file dans un créneau financier appelé à croître prodigieusement dans les prochaines années.

Résultats attendus au bout de 10 ans

Avec cette série de mesures, le Québec peut espérer réduire sa consommation de pétrole de 32,8 %, soit une réduction des importations de plus de 7 milliards \$³. En réduisant la fuite des capitaux causée par les importations de pétrole, ces mesures pourraient entraîner une hausse du PIB de 1,5 % par année.

De plus, la réduction de la dépendance au pétrole améliorera la compétitivité de l'économie québécoise et pourrait générer une autre hausse de 1 % du PIB à long terme. On parle ici d'impacts considérables, qui font la différence entre une économie qui croît modérément et une économie dynamique et florissante.

Les régions du Québec profiteront aussi d'une telle stratégie. L'utilisation des déchets forestiers et agricoles pour la production de

³ La réduction des importations en valeur dépend évidemment des prix du pétrole. Les chiffres utilisés sont fonction des prix en 2006.

carburant propre, la mise en œuvre de la politique maritime du Québec et le cabotage, la modernisation des usines dans le domaine forestier et la diminution des dépenses liées au pétrole sont toutes des mesures qui serviront l'économie des régions du Québec.

Finalement, le positionnement du Québec dans les secteurs susceptibles de croître très rapidement à mesure que la planète se rapprochera du pic pétrolier devrait assurer au Québec un développement soutenu et durable.

D'ici dix ans, en atteignant ces objectifs, le Québec aura alors fait passer de 38 % à 20 % la part du pétrole dans son bilan énergétique. Il aura réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 21,5 %, soit 10 % sous leur niveau de 1990. D'ici 2012, ces seules mesures permettraient au Québec d'atteindre les deux tiers des objectifs de Kyoto. Il sera bien préparé pour les phases suivantes, qui nous mèneront vers un Québec sans pétrole.

En appliquant une telle stratégie, le Québec aura contribué de façon significative à la lutte au réchauffement climatique.

Nous réduirons fortement l'appauvrissement du Québec lié aux importations de pétrole et nous prendrons un avantage économique stratégique qui offrira à l'État québécois des revenus supplémentaires en vue du choc démographique.

Conclusion : les ressources du Québec à Ottawa

Ce que je propose aujourd'hui, c'est une véritable révolution énergétique. Cette proposition nous permettra d'accélérer notre enrichissement collectif et de faire notre part dans la lutte aux changements climatiques. Ce ne sera pas facile.

En 2006, le Québec aura envoyé des dizaines de milliards de dollars à Ottawa. Il s'agit de ressources financières considérables. Nous aurons besoin de ces ressources pour financer une telle stratégie, en particulier pour financer les investissements dans les transports en commun.

À cet égard, l'élimination du déséquilibre fiscal constitue une partie de la réponse. C'est aussi à Ottawa que se prennent des décisions cruciales par rapport à la recherche, au transport maritime, à certaines normes industrielles, à la réglementation en matière d'émissions polluantes et de conformité des véhicules, la mise en œuvre du Protocole de Kyoto, l'implantation d'une éventuelle bourse du carbone ou la création de programmes de soutien aux entreprises, la fiscalité et plusieurs programmes d'infrastructure. Toutes ces décisions se prennent à Ottawa. Il est évident que le Québec ne pourra atteindre tous ces objectifs sans la bonne volonté d'Ottawa.

C'est le rôle du Bloc Québécois de faire avancer les intérêts du Québec dans ce domaine et nous allons le faire. Au cours de la prochaine campagne électorale, nous allons proposer des mesures précises pour que le gouvernement fédéral joue son rôle et contribue à cette stratégie.

Cependant, dans le cadre fédéral, le passé nous enseigne que le Québec doit être très patient avant qu'Ottawa ne consente à répondre à ses besoins et à ses intérêts. Par exemple, de 1970 à 1999, le gouvernement fédéral a accordé des subventions directes de 66 milliards \$ à l'industrie des hydrocarbures, toutes concentrées hors Québec. Pas un seul sou n'a été accordé à notre secteur hydroélectrique.

Enfin, comme le gouvernement libéral avant lui, le gouvernement conservateur tarde à mettre en œuvre Kyoto et favorise une stratégie de développement économique axée sur l'industrie des hydrocarbures.

Il faut qu'Ottawa comprenne que, sur le plan énergétique, le Québec et le Canada sont deux nations confrontées à des défis complètement différents. S'il s'y refuse et ne rame pas dans le même sens, les Québécois sauront ce qu'il leur reste à faire pour permettre au Québec de relever ce défi.

Car, mes amis, rien ne pourra empêcher le Québec souverain de mettre en œuvre une stratégie aussi ambitieuse, nécessaire et réaliste.